

Un officier basque dans la tourmente algérienne



Jean Curutchet*

Les objectifs de la Révolution franco-algérienne, tels que définis par un groupe de jeunes officiers et de jeunes universitaires, étaient les suivants: laïcisation de la société traditionnelle algérienne, émancipation de la femme musulmane, création de villages communautaires ou coopératifs, planification de l'économie et création d'un Etat algérien laïque, multiracial et socialiste.

Mots Clés: Révolution. Kémalisme. Kibboutz. Economie planifiée. Travail manuel. Multiracial. Eugène Goyheneche.

Iraultza frantses-aljeriarraren helburuak, ofizial eta unibertsitario gazte talde batek definitu zituzenez, ondoko hauek ziren: Aljeriako gizarte tradizionala laikotzea, emakume musulmana burujabe bilakatzea, komunitate edo kooperatiba herriak sortzea, ekonomia planifikatzea eta Aljeriako Estatu laikoa, arraza askotarikoa eta sozialista sortzea.

Giltza-Hitzak: Iraultza. Kemalismoa. Kibbutza. Ekonomia planifikatua. Eskulana. Arraza askotarikoa. Eugène Goyheneche.

Los objetivos de la Revolución franco-argelina, como definidos por un grupo de jóvenes oficiales y de jóvenes universitarios, eran los siguientes: laicización de la sociedad tradicional argelina, emancipación de la mujer musulmana, creación de pueblos comunitarios o cooperativos, planificación de la economía y creación de un Estado argelino laico, multiracial y socialista.

Palabras Clave: Revolución. Kemalismo. Kibboutz. Economía planificada. Trabajo manual. Multiracial. Eugène Goyheneche.

*Eusko Ikaskuntza. 51, Quai Jauréguiberry. F-64100 Baiona.

Les buts de mon engagement en faveur du maintien de l'Algérie dans la République ont été définis dès avant mon passage dans la clandestinité, au cours d'une réflexion que quelques jeunes officiers et moi-même avions menée avec d'anciens membres d'un bureau de l'UNEF et qui avait été consignée par écrit dans une Charte publiée en 1961. Ces mêmes objectifs, je les ai personnellement revendiqués trois ans plus tard, lors de mon procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat, dans une déclaration liminaire dont voici quelques passages:

(...) **Le 1^{er} Novembre 1954, il était trop tard** pour prendre la voie d'une rénovation lente en matière algérienne: de même qu'il fallait une révolution de nos méthodes face à la subversion, de même il fallait une véritable révolution de notre politique, qui devait tendre, selon le mot de François Perroux, à «inventer des sociétés neuves».

Puisque les phénomènes de base de l'économie algérienne étaient constitués par un sol pauvre et par une démographie explosive, et puisqu'aucune solution ne pouvait être définie sans que fût réglé le préalable religieux, il fallait s'attaquer à ces trois problèmes en s'inspirant de deux expériences réussies: celle de Mustapha Kemal en Turquie et celle du jeune Etat israélien.

En Algérie, comme en Turquie, l'Islam était une religion importée avec cette circonstance particulière qu'elle s'était implantée sur un substrat culturel de cinq siècles de présence romaine au Maghreb.

La mise en valeur des terres palestiniennes pouvait fournir un exemple précieux pour la réhabilitation des sols algériens, qui se présentaient dans des conditions climatologiques et pédologiques à peu près analogues à celles régnant en Israël.

Le nouvel équilibre population-ressources algérien serait donc le résultat d'une kémalisation du pays, mais aussi du passage rapide, donc selon des méthodes révolutionnaires, d'une économie de subsistance à une économie de marché, conduisant à un niveau supérieur de bien-être pour tous.

Le premier objectif de la Révolution franco-algérienne consistait donc, comme l'avait fait Mustapha Kemal en Turquie, **à laïciser la société traditionnelle algérienne.**

Cette laïcisation était la condition sine qua non de la modernisation d'un pays auquel, selon Ferdinand Lot, «l'Islam apporte non seulement une religion, mais un droit, une politique ou plutôt droit coutumier, usages mêmes, tout est indiscernable de la religion. Impossible de toucher à quoi que ce soit sans risquer d'offenser le dogme. Et comme droit, politique, usages sont rudimentaires, constitués par une société peu évoluée, c'est une tâche surhumaine d'adapter une société musulmane à la vie moderne».

A défaut de vues lointaines, un simple réflexe d'auto-défense eût dû nous conduire à extirper jusqu'aux derniers vestiges de «cet Islam aux mains moites»

dénoncé par Mustapha Kemal. Qui ne se souvient, en effet, du rôle joué par le mouvement des Oulémas dans la préparation psychologique de l'insurrection algérienne? Et quel officier ayant servi dans des unités de secteur contestera que les zones d'implantation les plus denses des réseaux FLN du bled correspondaient neuf fois sur dix à l'existence dans le voisinage d'une école coranique?

Un des moyens les plus radicaux d'ébranler les bases de cette société traditionnelle eût consisté à **émanciper la femme musulmane**. Mettant fin à un rôle d'éternelle mineure soumise au père ou au mari, elle fût devenue l'égale de l'homme et eût passé du gynécée à la vie professionnelle et aux fonctions publiques. Par contrecoup cela eût entraîné une transformation du statut de la famille et facilité certaines mesures propres à freiner un taux d'expansion démographique supérieur à celui du Japon. (...)

Lorsque les femmes musulmanes se portèrent en masse sur le Forum d'Alger en 1958 et rejetèrent solennellement leur voile, il fut de bon ton de ne voir dans ce geste qu'une manifestation folklorique sans signification profonde, provoquée par les services psychologiques de l'Armée.

Les Russes devaient avoir un tout autre point de vue sur la question, puisque le premier monument élevé à une femme dans tout l'Orient se trouve sur une place de Bakou, en Azerbaïdjan soviétique, et qu'il est précisément constitué par la statue d'une jeune femme musulmane rejetant fièrement son voile...

Parrallèlement à cette émancipation des femmes, nous eussions réalisé **la prise en main d'une jeunesse** oisive, famélique, coupée de ses cadres tribaux et familiaux traditionnels, et qui échappait de plus en plus au contrôle de parents ignorants et incompréhensifs. Nous eussions donné à cette jeunesse de nouveaux cadres de vie et de pensée, axés sur l'esprit pionnier et sur des mots d'ordre concrets tel que la mise en valeur du sol, la création de villages-pilotes sur des terres peu fertiles ou dans les régions frontalières, etc... Les organisations de jeunesse eussent ainsi pris une part prépondérante dans la construction d'une Algérie nouvelle, ainsi que cela se passe en Israël ou même en Chine communiste. (...)

Le second objectif de la Révolution franco-algérienne consistait, comme l'avait réussi le jeune Etat d'Israël, à mettre en valeur les terres. Cela supposait au départ une réforme agraire facilitée par la possibilité initiale de faire table rase, compte tenu de l'incertitude des droits réels, de la complexité des statuts juridiques et de l'absence de titres de propriété valables. Le but en aurait été d'instaurer un régime foncier instauré sur l'inaliénabilité d'un sol devenu propriété nationale.

Liés au sol par des baux héréditaires, les fermiers auraient été regroupés en villages communautaires du type **kibboutz**, ou en villages coopératifs de petits propriétaires, comme les **Moshavim**, qui seuls pouvaient résister aux attaques de bandes armées. Le défrichement et la bonification du sol auraient multiplié champs et vergers. Le reboisement eût été systématique partout où la culture

était impossible. Enfin, la construction de routes et de pistes menant aux lieux de défrichement et de reboisement eût constitué chaque fois le premier pas vers la mise en valeur d'une nouvelle région.

La réforme agraire et la création de villages communautaires eussent permis de fonder la société algérienne nouvelle sur la notion de pionniers, de fixer les populations nomades, de normaliser le mode de vie d'individus qui, depuis des siècles, avaient été amenés par leur religion à mépriser tout travail manuel, et en particulier le travail de la terre, d'aider au passage d'une économie de subsistance à une économie de marché et d'éviter que le sol ne continuât à être matière à exploitation ou à spéculation.

Cette option socialisante, mais nationale et de type collectiviste comme en Israël, eût été facilitée par la structure même de la population algérienne, qui ne comportait pas de classes sociales, en particulier pas de classe moyenne solide, pas de hiérarchies stratifiées, pas de titres nobiliaires, mais au contraire une égalité de droit pour tous. L'existence au sein des masses algériennes d'un fort instinct communautaire, eût encore facilité les choses.

La mise en valeur des sols exigeait que la priorité ne fût pas donnée à l'agriculture seule. En effet, sans usines, il n'est pas d'accroissement rapide possible de la productivité du travail agricole, ni de fourniture massive de moyens modernes de production, tels que carburants et engrais.

La modernisation du pays passait donc par son **industrialisation, troisième objectif révolutionnaire**.

Les progrès de l'agriculture pouvaient alors soutenir ceux de l'industrie, s'y ajouter et provoquer ainsi le «décollage» de l'économie toute entière.

L'agriculture réclamant surtout des investissements humains, tandis que l'industrie exigeait la plus grande partie des capitaux disponibles, il n'y aurait donc pas eu antagonisme entre le développement simultané de ces deux branches de l'économie algérienne. Ce développement était rendu possible par la mise en œuvre de techniciens et de capitaux français de Métropole ou d'Algérie, ultérieurement épaulés par une aide fournie par les autres pays d'Europe.

La répartition des crédits et des techniciens disponibles entre l'agriculture et l'industrie conduisait à un choix politique matérialisé par un plan à long ou moyen terme, dédaignant les projets limités destinés à donner des bénéfices immédiats. Ce plan eût été, en fait, «l'engagement total d'un gouvernement et d'un peuple, fait d'un choix conscient d'actions immédiatement exécutables et de sacrifices délibérés» (J. Guillard).

Le lancement de cette économie eût entraîné la nécessité d'une aide financière et technique. Mais l'Algérie nouvelle, de par son infrastructure énergétique et la valeur de son encadrement franco-magrébin, eût justement été le genre de pays dans lequel une aide économique fortement concentrée eût été particulièrement payante.

Cette aide eût pu consister non pas en dons mais en prêts à long terme, à faible taux d'intérêts, identiques à ceux consentis par l'URSS et par certains organismes internationaux, ou bien en contrats du type «joint-company» israélien, qui se seraient ajoutés à l'aide directe et à l'assistance technique fournies par la Métropole. (...)

La remise en honneur du travail manuel tenu pour servile par le Coran eût constitué un autre aspect original de la Révolution franco-algérienne. Elle eût été rendue possible:

- par l'introduction de ce type de travail à tous les degrés de l'enseignement: création de fermes-écoles en milieu rural, formation d'ouvriers qualifiés et d'artisans de l'enseignement primaire, de mécaniciens et de techniciens du bâtiment dans le secondaire. Ainsi l'enseignement eût-il été plus efficace et directement utile au développement économique;
- par le choix des cadres administratifs du bled parmi les meilleurs moniteurs d'enseignement et d'agriculture. Dans un pays jeune et révolutionnaire, il n'y aurait rien d'anormal à ce qu'un sous-préfet, par exemple, fût d'abord un chef de chantier...;
- par l'obligation faite aux cadres et aux dirigeants du pays, ainsi qu'aux étudiants, de s'acquitter des tâches manuelles, comme cela se pratique en Chine ou en Israël.

Ces différentes options eussent conféré à la Révolution franco-algérienne ce caractère de révolution paysanne et technique dans laquelle René Dumont voit la seule chance de modernisation des pays en voie de développement du Tiers Monde. (...)

En résumé, la Révolution dont quelques objectifs viennent d'être décrits avait pour objet d'émanciper les masses algériennes d'un passé étouffant, de secouer leur léthargie séculaire et dans un effort tantôt progressif, tantôt brusque tendant vers la modernisation de leur pays, de faire naître en elles dynamisme et conscience d'un engagement irréversible.

Remodelant physiquement et moralement les populations d'Algérie, nous les eussions tirées de la pénombre de la subhistoire pour les réintégrer dans l'histoire contemporaine et créé ainsi un **nouveau type d'homme**.

Il n'est pas prouvé que nous n'eussions pas été aidés dans cette tâche par certains éléments du FLN qui se seraient ralliés à notre Révolution. En effet, si l'on en croit Jacques Duchemin, Boussouf, l'un des moins incultes des chefs du FLN, n'était pas «très intéressé par un axe maghrébin est-ouest, Tunis-Alger-Rabat. Ses préférences allaient à une république fédérative de type yougoslave s'étendant des Flandres au Sahara, et dirigée par les chefs des combattants réconciliés. Mais, ajoutait Boussouf, il faudrait pour cela que les chefs des combattants français fussent eux aussi des révolutionnaires et non de petits bourgeois réactionnaires.»

Etat laïque, multiracial et socialiste, la république franco-algérienne n'eût été ni une banque ni une caserne, mais un véritable «chantier-vitrine» à l'usage du Tiers Monde, et en particulier de l'Afrique noire francophone.

Une fois éliminée la caste des dirigeants prébendiers actuellement au pouvoir dans ces démocraties nominales, les jeunes cadres africains eussent puisé dans le nouvel Etat maghrébin l'exemple d'une solution plus humaine et plus adaptée au milieu africain que la solution illusoire qui consiste à appliquer brutalement les méthodes socialistes classiques, vers lesquelles semblent pencher les nouvelles équipes qui s'apprêtent à prendre la relève dans toute l'Afrique.

Et la France eût ainsi été à la hauteur de son immuable vocation africaine.

Cette œuvre aussi gigantesque certes que celles entreprises par Pierre le Grand, en Russie, par le Ghazi en Turquie, par les pionniers sionistes en Israël, nous semblait seule être à la mesure de notre Pays, ce pays qui, comme l'écrit le Club Jean Moulin, «n'est lui-même que dans la mesure où il prend à sa charge les problèmes les plus difficiles, où il récapitule en son sein les contradictions les plus aiguës, où il réussit à les dépasser dans un permanent effort sur soi».

Cette œuvre était en tout cas à la mesure de l'enthousiasme de notre génération.

Mais, objectera-t-on, quelle eût été **la place des Européens** d'Algérie dans cet Etat?

Si nous remontons le cours de l'Histoire de quelques siècles en arrière, nous constatons que les conquérants arabes n'ont jamais été capables de créer eux-mêmes des structures administratives originales, mais qu'ils ont toujours utilisé des «cadres» byzantins, perses ou wisigoths.

Nous constatons que leurs empires se sont effondrés du jour au lendemain dès que ces fonctionnaires ont disparu par voie d'usure naturelle, car les Arabes n'ont jamais su prendre la relève.

La population française d'Algérie eût donc constitué aux côtés de l'Armée un des principaux agents moteurs et fourni une partie des premiers cadres de la révolution franco-algérienne en attendant que se dégagent de nouvelles élites d'une population en cours de mutation. Cette possibilité était inscrite dans la fraternisation du 13 Mai, puisque la population d'origine européenne avait accepté l'égalité de droits avec l'élément musulman.

Il eût suffi de peu d'efforts pour ressusciter et généraliser l'esprit pionnier sous-jacent de cette population et orienter son énergie vers la construction de l'Algérie fraternelle.

En Métropole, comme en Algérie, se fut développé le mythe du Sud, du Sahara, comme en d'autres temps les fermiers américains furent lancés à la conquête du Far West ou les Komsomols soviétiques vers les steppes de l'Asie Centrale.

De toute façon, l'éloignement en Métropole de quelques rares irréductibles eût causé moins de drames que le repli de la quasi totalité de la population européenne d'Algérie en 1962.

Entre le 13 Mai et le 1^{er} Juin 1958, l'Armée avait commencé à expulser d'Algérie un certain nombre de personnages dont elle estimait la présence incompatible avec la politique de fraternisation et de justice qu'elle prônait alors. Je ne trahirai aucun secret d'Etat en révélant que Paris n'eut de cesse jusqu'à ce que ces gens fussent autorisés à revenir en Algérie.

* * *

Compte tenu du thème proposé à la rencontre de ce jour, la question pourrait être posée de savoir en quoi un Basque est aujourd'hui concerné par l'engagement personnel du Capitaine Jean Curutchet dans la guerre d'Algérie. Nul ne me paraît mieux placé pour répondre à cette question, que le regretté Eugène Goyhenche, qui m'écrivait en 1973, suite à la parution de l'ouvrage¹ relatant mon expérience algérienne:

«... Vous le savez, j'ai mené moi-même et je mène encore un autre combat que le vôtre ... mais en écrivant ce livre, en le vivant d'abord, vous donnez bien la conviction que vous avez agi, pensé et écrit dans le fil d'une tradition qui fut celle de quantité de Basques connus et inconnus. Vous prenez naturellement place parmi eux et vous en êtes digne. Croyez bien que, de ma part, il ne saurait y avoir de plus grand éloge, il est sincère (...). Il est juste que les Basques sachent la vie d'un homme qui les honore».

1. Je veux la Tourmente, Robert Laffont.